

LA SURTAXE AMÉRICAINE SUR LES IMPORTATIONS—LA QUESTION DES RESTRICTIONS AU LIBRE-ÉCHANGE

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Lorsqu'il a discuté de cette question avec le gouvernement des États-Unis, a-t-on songé à la possibilité d'utiliser la surtaxe non seulement pour réaligner les monnaies dans le monde, mais encore pour restreindre le libre-échange? Dans l'affirmative, comment le gouvernement américain a-t-il accueilli cette suggestion?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, nous nous sommes certainement opposés à la surtaxe qui vise le Canada. Nous avons reconnu le fait que les États-Unis devaient agir à l'égard de leur balance des paiements et nous avons bien accueilli les mesures qu'ils ont prises, mais nous avons énergiquement fait valoir que ces surtaxes ne devaient pas s'appliquer aux échanges canadiens avec les États-Unis.

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence va autoriser le député de Peace River à poser une question supplémentaire après quoi le représentant de Lotbinière aura la possibilité de poser la sienne. Si des députés désirent poursuivre sur ce sujet, nous y reviendrons tout à l'heure. Pour le moment, la présidence donne la parole au député de Peace River.

LE PROJET DE LOI DE SOUTIEN DE L'EMPLOI ET LES DÉCISIONS DES PAYS DE LA CEE

M. G. W. Baldwin (Peace River): A la lumière de l'article 11 du bill relatif au soutien de l'emploi, le gouvernement a-t-il l'intention d'appliquer cette mesure à l'industrie et au chômage qui pourrait s'y produire à la suite des décisions prises par les pays de la CEE à l'égard des importations canadiennes?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, cela dépend de la façon dont la situation évoluera.

LES EFFETS DE LA SURTAXE AMÉRICAINE SUR LES IMPORTATIONS—DISCUSSION AVEC LES PROVINCES

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Étant donné la décision américaine, qui entraîne au Canada un problème économique important, le très honorable premier ministre peut-il dire s'il y a eu ou s'il y aura des rencontres entre les divers niveaux de gouvernement afin d'entreprendre une action coordonnée relativement à ce problème, ou s'il ne s'agit que d'une action unilatérale de la part du gouvernement fédéral à cet égard?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, il y a eu des rencontres, et j'ai eu l'occasion d'en parler personnellement à certains premiers ministres provinciaux. Je sais qu'il y a aussi eu des échanges entre les ministres des Finances provinciaux et le ministre fédéral des Finances.

Il n'est pas du tout dans l'esprit du gouvernement, comme l'indique le député, de résoudre le problème uni-

[L'hon. M. Stanfield.]

latéralement, mais je pense que les provinces, dans ce cas-ci, seraient peut-être heureuses si l'on pouvait résoudre le problème unilatéralement.

M. Fortin: Monsieur l'Orateur, étant donné qu'à la suite des rencontres qui ont eu lieu entre le représentant du ministre des Finances fédéral et ceux des provinces il semble que les provinces souhaiteraient une action unilatérale de la part du gouvernement fédéral, ce dernier a-t-il invité ou se propose-t-il d'inviter les représentants des gouvernements provinciaux à se rallier à l'action du gouvernement fédéral dans cette lutte, afin de stabiliser de nouveau l'économie canadienne?

Le très hon. M. Trudeau: Oui, monsieur le président. Le député sait qu'il y a des rencontres fréquentes entre les ministres des Finances des divers niveaux de gouvernement, et l'une des choses que le ministre des Finances fédéral a faite, effectivement, a été de suggérer aux gouvernements provinciaux et municipaux, et même aux corporations privées, au cours des derniers mois, de restreindre, par exemple, leur achat d'obligations sur le marché américain. Alors, constamment, ce genre de coopération et de collaboration existe et nous continuons, bien sûr, à l'entretenir.

Ce que je voulais indiquer, monsieur le président, c'est que lorsque nous sommes aux prises avec des problèmes difficiles, les provinces ne se gênent pas pour demander au gouvernement fédéral de les résoudre tout seul.

LES MESURES ÉCONOMIQUES AMÉRICAINES—LA QUESTION DES CONSULTATIONS CANADA-É.-U.

[Traduction]

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre. En raison de la surprise évidente que les mesures économiques du président Nixon ont causée au gouvernement canadien et de l'étroite interdépendance des économies des deux pays, le premier ministre voudrait-il nous dire si le gouvernement canadien a soumis des propositions visant à instituer un processus de consultation qui jouerait dans le cas où de futures décisions d'ordre économique seraient prises par le gouvernement américain et qui auraient de fortes répercussions sur notre économie?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, si le député fait allusion à des organes de consultation au niveau fédéral-provincial—mais le voilà qui hoche négativement la tête, et je ne vois plus de quels organismes il veut parler.

M. MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, je me ferais peut-être mieux comprendre en demandant si l'on a fait des propositions quelconques en vue de créer des organes consultatifs communs au gouvernement du Canada et à celui des États-Unis en ce qui touche les décisions importantes d'ordre économique que les Américains viendraient à prendre et qui atteindraient durement notre pays?

Le très hon. M. Trudeau: Je fais remarquer que la question supplémentaire met en jeu des organismes fédéraux-provinciaux; c'est pourquoi elle est nettement...

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Vous évitez de répondre.